



L'égalité entre les femmes et les hommes dans la Fonction publique n'est pas un slogan, nous exigeons des actes

Au lendemain de la mobilisation historique contre les violences faites aux femmes et alors que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est érigée par le gouvernement en « grande cause nationale », force est de constater que la volonté politique n'est toujours pas à la hauteur des enjeux.

En signant l'accord Egalité professionnelle dans la fonction publique, le ministère de l'action et des comptes publics s'est engagé explicitement dès le préambule à « *un devoir d'exemplarité en matière d'égalité salariale, de déroulement de carrière entre les femmes et les hommes et dans la prévention et le traitement de toutes les formes de violences sexuelles, de harcèlements et d'agissements sexistes sur le lieu de travail* ».

Les réunions qui se déroulent actuellement sur les textes réglementaires, qui vont cadrer les dispositifs d'égalité, révèlent un manque d'ambition du ministère.

Ces réunions sont convoquées au dernier moment, les documents de préparation sont soit inexistantes soit envoyés la veille rendant impossible tout travail collectif en amont. Le temps dédié pour chaque texte est extrêmement contraint et limité. C'est pourquoi nos organisations ont quitté la séance d'hier.

Le dialogue social nécessaire à l'élaboration de ce texte n'est une fois de plus pas respecté.

Pour les organisations syndicales de la Fonction publique CGC, CGT, FA, FO, FSU, SOLIDAIRES et UNSA, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sur les lieux de travail, représentent des enjeux importants de société qui nécessitent un engagement fort de l'Etat et de tous les employeurs publics. Elles demandent que le ministère de l'action et des comptes publics rétablisse les conditions d'un dialogue social de qualité. Des actes et des mesures concrètes doivent se mettre en place pour que l'égalité dépasse le slogan et que les décisions prises soient respectées.

Les Lilas le 28 novembre 2019